

L'expert indépendant de l'ONU alerte sur la dégradation de la situation au Burundi

Arrib News, 26/06/2010 – Source OHCHR Burundi : L'expert indépendant des Nations Unies lance un avertissement sur des violations des droits de l'homme autour des élections présidentielles GENEVE (25 juin 2010) – A la veille des élections présidentielles au Burundi, l'expert indépendant des Nations Unies Akich Okola demande « un dialogue constructif entre le gouvernement et tous les partis politiques pour faire en sorte que les élections se déroulent en paix et de manière démocratique ». « Depuis ma dernière visite, et en relation avec les élections communales du 24 mai 2010, j'ai pris note, avec inquiétude, des rapports croissants des violations des droits de l'homme, dont des cas d'arrestation et d' détention arbitraires ainsi que d' harcèlement des opposants et de leurs partisans. J'ai aussi pris note de la dégradation de la situation liée à la sécurité avec des attaques à la grenade qui ont tué des personnes et détruit des propriétés ». L'expert indépendant mandaté par le Conseil des droits de l'homme pour suivre la situation des droits de l'homme au Burundi.

« Je suis inquiet que la situation provoque plus de violence et des violations des droits de l'homme », avertit M. Okola. Depuis mai 2010, le Burundi est engagé dans l'organisation d'élections générales, les deuxièmes depuis les Accords de paix d'Arusha en 2000, et les élections présidentielles sont prévues pour ce 28 juin. « Je regrette le fait que, comme je l'ai annoncé lors de ma dernière visite, les partis politiques aient décidé de boycotter les élections présidentielles législatives pour protester contre ce qu'ils estiment comme irrégularités qui se seraient passées lors des élections communales du 24 mai 2010 », a déclaré l'expert des droits de l'homme. L'expert indépendant des Nations Unies invite les partis politiques à continuer de participer au processus électoral, particulièrement les élections législatives du 23 juillet 2010. « Boycotter les élections entraverait le processus démocratique qui a été lancé avec les élections régionales de 2005 et pourrait accroître le risque de violence et d'insécurité dans le pays » a-t-il souligné. M. Okola invite la communauté internationale à intervenir de façon urgente afin de faire en sorte que la situation ne se détériore davantage et qu'elle ne nuise pas au processus de paix pour lequel elle a investi normalement. « Je félicite mon successeur, M. Fatsah Ougergouz et lui souhaite bonne chance et plein succès dans l'accomplissement de son mandat » a dit M. Okola qui aura accompli six ans en tant qu'expert indépendant sur la situation des droits de l'homme au Burundi et dont le mandat prend fin en juillet 2010. NDIR : OHCHR = Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme - HCDH)